

**Convention collective**

IDCC : 9241. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(DORDOGNE)  
(6 février 1968)**

(Etendue par arrêté du 9 juillet 1968,  
*Journal officiel* du 25 août 1968)

AVENANT N° 93 DU 11 MARS 2009

NOR : *AGRS0997212M*  
IDCC : 9241

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Dordogne ;

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre ;

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes ;

Le syndicat des champignonnistes ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires ;

La fédération départementale des CUMA de la Dordogne,

D'une part, et

L'UD des syndicats CFDT ;

L'UD des syndicats CFTC ;

L'UD des syndicats CGT ;

L'UD des syndicats CGT-FO ;

Le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles, section Dordogne CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

## Article 1<sup>er</sup>

L'article 41 « Régime complémentaire de prévoyance, garantie de rémunération en cas de maladie et accident » est ainsi annulé et remplacé :

### « Prestations

Tout salarié, sauf s'il est saisonnier ou cadre, qui a interrompu son travail pour cause de maladie, d'accident de la vie privée, d'accident du travail ou de trajet ou de maladie professionnelle bénéficie d'une garantie calculée dans les conditions énoncées ci-après :

1. En cas d'arrêt de travail occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée, le salarié bénéficie à compter du 8<sup>e</sup> jour d'arrêt d'indemnités journalières complémentaires à celles servies au titre des assurances sociales agricoles de sorte que l'indemnisation globale s'élève à :

- 90 % du gain journalier de base retenu par la caisse de mutualité agricole pour le calcul des indemnités journalières légales pendant 90 jours ;
- 70 % du même gain jusqu'à expiration du versement des indemnités journalières par la caisse de mutualité sociale agricole sans pouvoir excéder le 1 095<sup>e</sup> jour.

2. En cas d'arrêt de travail occasionné par un accident du travail, un accident du trajet ou une maladie professionnelle, le salarié bénéficie de la même indemnisation qu'en cas de maladie mais à compter du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt.

Le montant de l'indemnisation globale ne pourra en aucun cas être supérieur au salaire net de cotisations sociales retenu pour le calcul des indemnités journalières légales.

### Cotisations

La cotisation de la garantie maintien de salaire est égale à 1,03 % des rémunérations brutes versées aux salariés susceptibles de bénéficier de la garantie incapacité de travail ainsi répartie :

- employeur : 0,60 % ;
- salarié : 0,43 %.

Cette répartition tient compte du fait que doit rester intégralement à la charge de l'employeur la fraction de cotisation finançant la garantie légale résultant de l'application des dispositions prévues par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail ainsi que les indemnités journalières complémentaires au régime obligatoire de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

L'assurance des charges sociales patronales est financée par une cotisation de 0,18 % intégralement supportée par l'employeur.

Un taux d'appel de 80 % sera appliqué sur les cotisations. La cotisation finançant la garantie de maintien de salaire et l'assurance des charges sociales patronales sera de 0,96 %, répartie à hauteur de 0,62 % part employeur et de 0,34 % part salarié.

Ces indemnités journalières complémentaires sont prises en charge par Agri-Prévoyance (21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 09) auprès de laquelle tout employeur entrant dans le champ d'application de la présente convention est tenu d'adhérer pour l'ensemble de ses salariés concernés par la présente garantie.

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale. »

## **Article 2**

Le présent régime de garantie maintien de salaire est adopté pour une période transitoire qui prendra fin avec l'entrée en vigueur :

- soit d'un nouvel accord conventionnel de prévoyance ;
- soit de l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture.

## **Article 3**

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1<sup>er</sup> avril 2009.

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension de cet avenant, qui sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Dordogne.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de la convention collective.

Fait à Périgueux, le 11 mars 2009.

(Suivent les signatures.)